

Brochure n° 3218

**Convention collective nationale**

IDCC : 1261. – **CENTRES SOCIAUX  
ET SOCIOCULTURELS**

**(8<sup>e</sup> édition. – Novembre 2004)**

---

**AVENANT DU 19 NOVEMBRE 2004  
PORTANT SUR LE CHAPITRE XI**

NOR : *ASET0550081M*

IDCC : *1261*

---

L'article 1<sup>er</sup> du chapitre XI est ainsi modifié. Il annule et remplace le précédent.

Article 1<sup>er</sup>

*Définition*

Article 1.1

Les emplois rattachés aux emplois repères de « directeur » et de « cadre fédéral » ont un statut cadre.

Article 1.2

Les emplois rattachés aux emplois repères d'« assistant(e) de direction », de « comptable » ou de « coordinateur » ont un statut cadre en fonction de niveaux minima requis dans les critères de formation, complexité et autonomie, selon le tableau ci-dessous.

EMPLOI REPÈRE	NIVEAU MINIMAL REQUIS NÉCESSAIRE DANS LES CRITÈRES		
	Critère 1 – Formation	Critère 2 – Complexité	Critère 3 – Autonomie
Assistant(e) de direction	4	5	4
Comptable	5	5	4
Coordinateur Coordinatrice	4	5	4

Ces 3 conditions de niveaux sont cumulatives.

### Article 1.3

A défaut, en l'absence de rattachement exprès de l'emploi au statut cadre, les dispositions du présent chapitre sont applicables dès lors que l'emploi considéré entre dans la définition posée ci-après, dans l'esprit de la convention nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 :

Salariés qui répondent à l'exclusion de toute considération basée sur les émoluments à l'un au moins des trois critères suivants :

- avoir une formation technique équivalente à celle des cadres des professions nationales similaires et exercer des fonctions requérant la mise en œuvre des connaissances acquises ;
- exercer par délégation de l'employeur l'autorité sur plusieurs salariés ou catégories de salariés ;
- exercer des fonctions impliquant initiatives et responsabilités et pouvant être considérées comme ayant délégation de l'autorité de l'employeur.

Les signataires demandent l'extension du présent protocole d'accord dans les conditions fixées par l'article L. 133-8 du code du travail.

Fait au Kremlin-Bicêtre, le 19 novembre 2004.

#### **Organisation patronale :**

SNAECSO.

#### **Syndicats de salariés :**

Fédération nationale des services de santé et des services sociaux  
CFDT ;

Fédération nationale des syndicats du spectacle de l'audiovisuel et de  
l'action culturelle (USPAOC) CGT ;

Fédération santé et sociaux CFTC ;

Fédération nationale de l'action sociale CGT-FO ;

Fédération française de l'action sociale et de la santé CFE-CGC.